

67

**COMMISSION PARITAIRE  
DES GRANDES ENTREPRISES DE VENTE AU DETAIL**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 9 JUIN 1999  
CONCERNANT L'EMPLOI ET LA FORMATION**

**CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION**

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail.

**CHAPITRE II - PROMOTION DE L'EMPLOI**

Article 2 - La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998. Elle est conclue à titre d'accord pour l'emploi et la formation dans le cadre de la section 4, chapitre II, de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi.

Elle reprend les dispositions du protocole d'accord sectoriel, signé au sein de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail le 29 mars 1999.

Article 3 - Le Fonds social des grandes entreprises de vente au détail interviendra dans les initiatives prises pour résoudre les problèmes de garde des enfants des travailleurs de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail, selon des modalités à déterminer au sein du Conseil d'administration du fonds social, approuvées par après par la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail.

Article 4 - Un complément de 4 400 F par mois à l'allocation de l'Onem est octroyée par le Fonds social des grandes entreprises de vente au détail en cas d'interruption de carrière partielle des travailleurs âgés de 50 ans ou plus dans les conditions fixées à l'article 46 de la Convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue au sein de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail et modifiée par la convention collective de travail du 9 juin 1999.

A partir du 1er juillet 1999, le montant du complément prévu à l'alinéa précédent, sera porté à 4 600 F par mois.

Un prorata des mêmes montants sera également payé aux travailleurs, occupés dans les liens d'un contrat de travail d'au moins 27 heures par semaine, s'ils bénéficient à charge de l'Onem d'une indemnité d'interruption et ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le secteur dans le cadre d'un contrat de travail prévoyant des prestations hebdomadaires de 27 heures ou plus.

Le montant de ces compléments sera indexé au 1er janvier de chaque année, après décision du Conseil d'administration du fonds social des grandes entreprises de vente au détail. La première indexation pourra intervenir à partir du 1er janvier 2002, en tenant compte de l'évolution de l'inflation à partir du 1er juillet 1999.

Article 5 - Une allocation d'adaptation est octroyée par le Fonds social des grandes entreprises de vente au détail, aux travailleurs qui se trouvent dans l'impossibilité de continuer à exercer leur fonction pour cause de force majeure suite à une inaptitude physique définitive.

Cette allocation est payée dès le départ du travailleur de l'entreprise dans les conditions et modalités fixées par le Conseil d'administration du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail.

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

07-07-1999

07-07-1999

51809

1009/311

Le montant de cette allocation s'élève à 5 000 F par mois payable pendant 24 mois pour un travailleur à temps plein; il sera calculé au prorata pour un travailleur à temps partiel.

Article 6 - Une allocation forfaitaire et unique de 100 000 F est octroyée à charge du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail aux entreprises qui remplacent un prépensionné par un travailleur occupé dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée. Ce montant sera calculé prorata temporis en cas de remplacement à durée indéterminée par un travailleur à temps partiel.

Article 7 - Le Fonds social des grandes entreprises de vente au détail peut intervenir dans les frais de la formation professionnelle organisée par les employeurs du secteur selon des modalités à convenir au sein du Conseil d'administration du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail.

Article 8 - Le Conseil d'administration du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail est chargé de fixer les critères d'octroi et les modalités d'exécution et de contrôle pour l'octroi des allocations et interventions fixées aux articles 3 à 7 de la présente convention.

Article 9 - Le Fonds social des grandes entreprises de vente au détail accorde des interventions financières dans le coût des initiatives de promotion de l'emploi, en particulier des groupes à risque tels que définis par l'article 173 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales.

En vue du financement de ces interventions, les employeurs versent au Fonds social en juillet 1999, en juillet 2000 et en juillet 2001 une cotisation de 0,20% calculée sur base de quatre fois les salaires bruts des travailleurs du premier trimestre.

Les employeurs feront parvenir au Fonds social, avant le 30 mai de chacune des années une copie des déclarations à l'Office national de sécurité sociale pour le premier trimestre. Ces déclarations font foi pour le calcul du montant de la cotisation due.

Les dispositions de l'article 15 de la convention collective de travail du 7 novembre 1983 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social des grandes entreprises de vente au détail" et en fixant les statuts, rendue obligatoire par Arrêté royal du 2 mai 1984 sont d'application.

Article 10 - Le Conseil d'administration assurera le financement de ces mesures pour l'emploi selon les clés de répartition fixées au protocole d'accord du 28 mars 1997, prolongé par le protocole d'accord pour les années 1999-2000-2001 du 29 mars 1999 (25 % de la cotisation pour l'emploi égale à 0,20 % de la masse salariale pour les mesures prévues à l'article 7 de la présente convention, 25 % de cette cotisation pour les mesures fixées aux articles 5 et 6 et 50 % de cette cotisation pour les mesures fixées à l'article 4 de la présente convention.)

Article 11 - Le cas échéant, le Conseil d'administration du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail peut prendre les décisions nécessaires pour modifier le montant des allocations et des interventions prévues aux articles 4 à 7 pour aménager l'affectation des moyens financiers disponibles visés à l'article 10.

### **CHAPITRE III - FORMATION PROFESSIONNELLE**

Article 12 - Les employeurs octroieront à leurs travailleurs durant la durée de la présente convention collective de travail un nombre de jours de formation pendant leurs heures de travail égal à un jour par travailleur à temps plein équivalent.

Article 13 - Les employeurs augmenteront leurs efforts pour la formation professionnelle des travailleurs de l'entreprise d'un montant égal à 0,20 % de la masse salariale, dans le cadre de l'accord interprofessionnel. Ils en font rapport une fois par an au conseil d'entreprise dans le cadre des informations prévues par la convention collective de travail n°9, conclue au sein du

6

Conseil national du travail le 9 mars 1972 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 septembre 1972.

#### **CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES**

*Article 13* - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et prend fin le 31 décembre 2001.

*Article 14* - La convention collective de travail du 29 avril 1997 relative à l'emploi est abrogée.

**PARITAIR COMITE VOOR DE GROTE KLEINHANDELSZAKEN**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 9 JUNI 1999  
BETREFFENDE DE TEWERKSTELLING EN DE VORMING**

**HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED**

*Artikel 1* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken.

**HOOFDSTUK II - BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING**

*Artikel 2* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998. Ze wordt gesloten als tewerkstellings- en vormingsakkoord in het kader van sectie 4, hoofdstuk II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan.

Ze herneemt de bepalingen van het protocol van sectoraal akkoord, getekend in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken op 29 maart 1999.

*Artikel 3* - Het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken zal tussenkomen in de initiatieven die worden genomen om de problemen van de kinderopvang voor de kinderen van de werknemers van het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken op te lossen, volgens modaliteiten overeen te komen in de Raad van bestuur van het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken, nadien goedgekeurd door het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken.

*Artikel 4* - Een toeslag van 4400 Fr per maand boven op de Rva-uitkering zal door het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken toegekend worden in geval van gedeeltelijke beroepsloopbaanonderbreking van de werknemers van 50 jaar of ouder, in de voorwaarden vastgesteld door artikel 46 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken en gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 1999.

Vanaf 1 juli 1999 wordt het bedrag van de toeslag, voorzien in voorgaande alinéa op 4600 Fr per maand gebracht.

Een prorata van de zelfde bedragen zal eveneens betaald worden aan de werknemers verbonden met een arbeidsovereenkomst van minstens 27 uren per week, indien ze ten laste van de Rva genieten van een onderbrekingsuitkering en ten minste 5 jaar anciënniteit

AFLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. EN PUBLICAT.

07 -07- 1999

30 -07- 1999

51809 1cof1311

6,

hebben in de sector in het kader van een arbeidsovereenkomst die minstens weekprestaties van 27 uren voorziet.

Het bedrag van deze toeslagen zal op één januari van elk jaar geïndexeerd worden, na beslissing door de Raad van bestuur van het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken. De eerste indexatie kan plaatshebben vanaf 1 januari 2002, rekening houdende met de evolutie van de index vanaf 1 juli 1999.

*Artikel 5* - Een aanpassingstoelage wordt toegekend door het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken aan de werknemers die zich in de onmogelijkheid bevinden hun functie verder uit te oefenen om redenen van overmacht ingevolge definitieve lichamelijke ongeschiktheid.

Deze toelage wordt betaald vanaf het vertrek van de werknemer volgens de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld door de Raad van bestuur van het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken.

Het bedrag van de toelage wordt vastgesteld op 5000 Fr per maand gedurende 24 maanden voor een voltijdse werknemer; het zal prorata berekend worden voor de deeltijdse werknemers.

*Artikel 6* - Een forfaitaire en éénmalige toelage van 100 000 Fr wordt toegekend door het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken aan de ondernemingen die een bruggepensioneerde vervangen door een werknemer tewerkgestelde in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur. Dit bedrag zal prorata temporis berekend worden in geval van vervanging door een deeltijdse werknemer.

*Artikel 7* - Het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken kan tussenkomen in de kosten van de beroepsopleiding, georganiseerd door de werkgevers van de sector, volgens modaliteiten overeen te komen in de Raad van bestuur van het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken.

*Artikel 8* - De Raad van bestuur van het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken wordt ermee belast de toekenningscriteria en de uitvoeringsmodaliteiten vast te stellen voor de toelagen en tussenkomsten voorzien in de artikelen 4 tot 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

*Artikel 9* - Het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken kent financiële tussenkomsten toe in de kost van de initiatieven ter bevordering van de tewerkstelling, in het bijzonder van de risicogroepen zoals bepaald door artikel 173 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen.

Met het oog op de financiering van deze tussenkomsten, storten de werkgevers in de maanden juli 1999, juli 2000 en juli 2001 aan het Sociaal fonds een bijdrage van 0,20% berekend op basis van vier maal de bruto-lonen van de werknemers van het eerste trimester.

De werkgevers laten aan het Sociaal fonds, voor 30 mei van beide jaren een kopie van de aangifte aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid voor het eerste trimester geworden. Deze aangifte dient als

basis voor de berekening van het bedrag van de verschuldigde bijdrage.

De bepalingen van artikel 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 november 1983 tot instelling van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd het "Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken" en tot vaststelling van de statuten ervan, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 2 mei 1984 zijn van toepassing.

*Artikel 10* - De raad van bestuur zal de financiering verzekeren van deze tewerkstellingsmaatregelen volgens de verdeelsleutels voorzien in het sectoraal protocolakkoord van 28 maart 1997, verlengd door het protocol-akkoord voor de jaren 1999-2000-2001 van 29 maart 1999 (25 % van de bijdrage van 0,20% van de bruto loonmassa voor de maatregelen voorzien in artikel 7 van deze overeenkomst, 25 % van deze bijdrage voor de maatregelen voorzien in de artikelen 5 en 6 van deze overeenkomst en 50 % van deze bijdrage voor de maatregelen voorzien in artikel 4 van deze overeenkomst).

*Artikel 11* - In voorkomend geval zal de Raad van bestuur van het sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken de nodige beslissingen kunnen nemen om het bedrag van de toelagen en tussenkomsten voorzien in de artikelen 4 tot 7 aan te passen om de besteding van de financiële middelen bedoeld in artikel 10 aan te passen.

### HOOFDSTUK III - BEROEPSOPLEIDING

*Artikel 12* - De werkgevers zullen aan hun werknemers gedurende de duur van deze overeenkomst een aantal vormingsdagen gedurende hun arbeidstijd toekennen, gelijk aan één dag per werknemer uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

*Artikel 13* - De werkgevers zullen in het kader van het interprofessioneel akkoord hun inspanningen voor de beroepsopleiding van de werknemers binnen de bedrijven verhogen met een bedrag gelijk aan 0,20 % van de loonmassa. Ze brengen hierover één maal per jaar verslag uit aan hun ondernemingsraad binnen het kader van de inlichtingen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9, gesloten in de Nationale arbeidsraad op 9 maart 1972 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 september 1972.

### HOOFDSTUK IV - SLOTBEPALINGEN

*Artikel 14* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2001.

*Artikel 15* - De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 april 1997 betreffende de tewerkstelling wordt opgeheven.